



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 2561

Texte de la question

POLITIQUE GÉNÉRALE

**M. le président.** En lui souhaitant un bon retour parmi nous, je donne la parole à M. Frédéric Barbier, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen. *(Mmes et MM. les députés des groupes SRC, écologiste et RRDP se lèvent et applaudissent.)*

**M. Frédéric Barbier.** Monsieur le Premier ministre, la législative partielle qui s'est achevée dimanche 8 février porte des enseignements très forts, qui doivent interpeller tous les responsables publics de notre pays. Avant toute chose, je veux remercier les électeurs qui se sont mobilisés pour soutenir la démarche de notre équipe. Je resterai le porte-parole fidèle et consciencieux de leurs aspirations et de leurs attentes sur les bancs de l'Assemblée nationale.

Chers collègues, la quatrième circonscription du Doubs est une petite France, qui concentre toutes les interrogations, toutes les angoisses, mais aussi tous les espoirs que peuvent éprouver les Français aujourd'hui. Mélange de zones rurales et de zones urbaines, creuset industriel historique et bassin d'emploi diversifié frappé par le chômage et les difficultés quotidiennes, cette partie du Doubs ressemble à ce qu'est notre pays. L'éducation des enfants est un défi quotidien toujours plus dur à relever ; les jeunes ont du mal à prendre leur place ; les anciens se demandent de quoi demain sera fait ; l'éloignement à l'égard des institutions s'accroît.

Nos concitoyens attendent beaucoup de nous : c'est le message du 11 janvier.

**M. Alain Marsaud.** Esprit du 11 janvier, es-tu là ? Es-tu autour de cette table ?

**M. Frédéric Barbier.** C'est plus que jamais l'aspiration de la majorité des Français, même si cette aspiration est trop souvent rentrée et silencieuse. Nos concitoyens attendent que nous tenions la promesse démocratique, c'est-à-dire la capacité d'un peuple à choisir son destin. Le volontarisme doit être au cœur de notre action pour imaginer des solutions fortes et être au rendez-vous de l'audace et de la réforme. C'est ce qu'a affirmé sans ambiguïté le Président de la République lors de sa conférence de presse du 5 février.

C'est ce que nous avons fait dès 2012 avec un plan de mobilisation industriel en faveur de l'automobile pour soutenir nos deux fleurons alors en difficulté : Renault et Peugeot. Alors que des jours meilleurs sont venus pour PSA, les syndicats demandent l'embauche de 700 personnes sur le site de Sochaux, dans ma circonscription. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

**M. le président.** Merci, monsieur le député...

**Plusieurs députés du groupe UMP .** C'est fini ! Le temps est écoulé !

**M. Frédéric Barbier.** Cette cohérence entre la parole et les actes est au cœur de notre action.  
(*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe écologiste.*)

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre.

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** Monsieur Frédéric Barbier, je suis heureux de vous retrouver ici non seulement à titre personnel, puisque vous retrouvez le siège que vous avez occupé dans cet hémicycle pendant deux ans, mais parce que si vous n'aviez pas remporté cette élection, c'est un député du Front national qui siégerait à votre place ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Vous vous êtes exprimé, quelques minutes après la proclamation de votre élection, avec une particulière gravité. Je tiens à vous le dire, avec la même gravité : quoi qu'il arrive, le Gouvernement et – je n'en doute pas – la majorité feront tout pour faire reculer le Front national,...

**M. Christian Jacob.** Et la proportionnelle ?

**M. Manuel Valls, Premier ministre .** ...et choisiront en permanence la République contre ceux qui lui tournent le dos ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRD et sur quelques bancs du groupe écologiste.*  
- *Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Face à la montée des populismes, en France comme en Europe, il faut choisir. Quand il faudra choisir entre la République et l'extrême droite, monsieur Barbier, nous choisirons toujours la République ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, RRD et sur quelques bancs du groupe GDR.* - *Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Je me félicite que vous ayez su rassembler, au-delà de la gauche, une majorité – certes étroite, d'où la gravité de votre ton – et vous représentez un territoire éprouvé depuis longtemps par la crise économique. Ce territoire est symbolique, et marqué par l'industrie automobile. Nous y avons visité ensemble les bâtiments de PSA Peugeot Citroën, entreprise qui, en effet, va mieux, et emploie 10 000 salariés sur ce territoire. Elle doit à présent embaucher des personnes, leur donner des emplois pérennes. Le fait que ce soit vous, un député élu par une majorité de républicains, qui représentez ce territoire, est un signe non seulement pour votre circonscription, non seulement pour notre pays, mais également à l'extérieur de nos frontières ! Je sais que cela préoccupait de nombreux salariés.

Vous avez raison : priorité à la croissance et à l'emploi, priorité à l'école et à la jeunesse, car ce sont les fondements de la République.

**M. Guy Geoffroy.** Paroles, paroles !

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** Vous avez répété, ici, le message de vos électeurs : trop souvent, nos concitoyens perdent pied ; ils ont le sentiment que la République n'est qu'un discours, et pas une promesse. Ils ont l'impression que l'école n'aide pas leurs enfants ou leurs petits-enfants. Je vous l'assure : nous voulons rester fidèles non pas à un esprit, mais à l'exigence des Français, celle qu'ils ont exprimée le 11 janvier, et réaffirmée encore dimanche dernier. Oui, nous ferons tout pour répondre aux Français, à leurs angoisses, à leurs attentes, à leurs espoirs.

**M. Olivier Marleix et M. Jean-Pierre Gorges .** Le chômage !

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** Je terminerai en revenant sur une chose très importante que vous avez dite, et qui vaut pour tout le monde : le 11 janvier dernier, les Français ont exprimé leur exigence. Je n'accepterai jamais que l'on tournât cette page ! Trop de gens, dans notre pays, souhaiteraient que l'on oublie ce qui s'est passé, que certains débats surgissent et que l'on ne réponde pas aux véritables questions.

Je pense, au contraire, que nous devons avoir un comportement exemplaire. Vous, monsieur Barbier, par la gravité de votre ton, vous avez donné dimanche soir un bel exemple au pays. L'action du Gouvernement est pénétrée de cette gravité, qu'elle n'abandonnera jamais : il en va, là aussi, de l'exigence des Français et de l'intérêt du pays. *(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes SRC, RRDP et écologiste.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Frédéric Barbier](#)

**Circonscription :** Doubs (4<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2561

**Rubrique :** État

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [11 février 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [11 février 2015](#)